

RÈGLEMENT NUMÉRO 07-2008 CONCERNANT LA PROTECTION ET CONSERVATION DES LACS DE LA MUNICIPALITÉ DE LA CONCEPTION, OBLIGEANT À LAVER LES EMBARCATIONS ET LEURS ACCESSOIRES.

ATTENDU QU' aucune loi ou réglementation n'est effective par le gouvernement provincial ou fédéral en ce qui à trait aux lavages des embarcations;

ATTENDU QUE la gestion des accès publics est à la charge des associations de lacs;

ATTENDU QUE les associations de lacs ont demandés à la Municipalité d'établir une réglementation à l'effet d'obliger le lavage des embarcations et remorques sur le territoire de la municipalité de La Conception;

ATTENDU QUE le conseil désire adopter un règlement pour assurer la protection des lacs de la municipalité de La Conception;

ATTENDU QUE des dommages peuvent être causés à l'environnement par le transport de plantes et d'organismes nuisibles d'un plan d'eau à un autre;

ATTENDU QUE la propagation des plantes et organismes nuisibles s'effectue notamment par des fragments accrochés aux embarcations qui sont déplacées d'un plan d'eau à un autre;

ATTENDU QUE le nettoyage des embarcations est une façon de limiter la propagation desdites plantes et organismes;

ATTENDU QUE la municipalité de La Conception est consciente de l'importance de la préservation de la quantité de ses plans d'eau et de minimiser les impacts des activités nautiques sur les rives et sur la qualité de vie des citoyens;

ATTENDU QU' un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance du 10 mars dernier;

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par Mme Madeleine Thivierge, conseillère, appuyé par M. Jean-Guy Daoust, conseiller et résolu à l'unanimité que le règlement suivant soit adopté.

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit;

Le présent règlement modifie et remplace les règlements précédents se rapportant à la réglementation sur la protection et la conservation des lacs de la Municipalité obligeant à laver les embarcations et leurs accessoires.

ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Embarcation : tout appareil, ouvrage ou construction flottable destiné à un déplacement sur l'eau;

Lavage : laver l'embarcation et ses accessoires à un poste de lavage, avant la mise à l'eau, au moyen d'un pulvérisateur à pression, sans détergent, ni acide, avec seul but de déloger de l'embarcation et ses accessoires tout organisme nuisible qui pourrait s'y trouver;

Certificat de lavage : un certificat de lavage émis ou renouvelé conformément au présent règlement;

Utilisateur d'embarcation : toute personne qui a la garde et le contrôle d'une embarcation;

Poste de lavage : installation physique aménagée aux fins de laver les embarcations avant leur mise à l'eau et dont l'emplacement est désigné par le conseil municipal de La Conception;

Personne : personne physique ou morale;

Préposé à une descente publique : personne désignée par une association de lac ou par résolution du conseil municipal de La Conception pour surveiller toute descente publique;

ARTICLE 3 : APPLICATION

Le présent règlement s'applique à tous les plans d'eau situés sur le territoire de la municipalité de La Conception.

ARTICLE 4 : INTERDICTION DE MISE À L'EAU

Nul ne peut permettre la mise à l'eau d'une embarcation sur un plan d'eau visé à l'article 3 du présent règlement sachant que cette embarcation n'a pas obtenu un certificat de lavage valide.

Le fait de mettre à l'eau ou de permettre la mise à l'eau d'une embarcation, sans préalablement l'avoir lavée à un poste de lavage, est prohibé.

ARTICLE 5 : CERTIFICAT DE LAVAGE

Tout utilisateur d'embarcation doit, avant la mise à l'eau de celle-ci dans un plan d'eau visé à l'article 3 du présent règlement, faire laver cette embarcation, le moteur et la remorque s'il y a lieu, dans un poste de lavage et être en possession d'un certificat de lavage valide.

ARTICLE 6 : OBTENTION D'UN CERTIFICAT DE LAVAGE

Pour obtenir un certificat de lavage, tout utilisateur d'embarcation doit :

1. Présenter une demande à cet effet à un préposé d'un poste de lavage reconnu par la municipalité de La Conception;
2. Faire laver son embarcation dans un poste de lavage reconnu par la municipalité de La Conception et avoir payé le coût du certificat de lavage.

ARTICLE 7 : ATTESTATION DE LAVAGE

Le certificat de lavage atteste ce qui suit :

- Le nom, prénom et adresse du détenteur de l'embarcation;
- L'identification de l'embarcation selon les renseignements fournis dans la demande de certificat;
- La date et l'heure de l'émission du certificat;
- La signature du préposé au poste de lavage émettant le certificat;
- Le numéro d'immatriculation de l'embarcation et/ou du véhicule et remorque.

ARTICLE 8 : OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT

Tout utilisateur dont l'embarcation se retrouve sur un des plans d'eau visé à l'article 3, doit avoir en sa possession le certificat de lavage.

ARTICLE 9 : EXCEPTION

Est exemptée de l'application du présent règlement, toute personne qui entrepose son embarcation sur la rive du lac et dont celle-ci n'a pas été utilisée sur un autre plan d'eau.

Lorsqu'un résident sollicite les services d'un commerçant reconnu pour la mise à l'eau de son embarcation, laquelle a été entreposée sur son terrain ou ailleurs, le lavage de l'embarcation n'est pas obligatoire. Par contre, la remorque à être utilisée doit être lavée conformément au présent règlement.

ADMINISTRATION ET PÉNALITÉS

ARTICLE 10

Toute contravention au présent règlement constitue une nuisance et est prohibée.

ARTICLE 11

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix, ses inspecteurs municipaux ainsi que tout préposé à l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 12

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de trois cent dollars (300.00 \$) pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de mille dollars (1 000.00 \$) pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimale de cinq cent dollars (500.00 \$) pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de deux mille dollars (2 000.00 \$) pour une récidive si le contrevenant est une personne morale; l'amende maximale qui peut être imposée est de mille dollars (1 000.00 \$) pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de deux mille dollars (2 000.00 \$) pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; pour une récidive l'amende maximale est de deux mille dollars (2 000.00 \$) si le contrevenant est une personne physique et de quatre mille dollars (4 000.00 \$) si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Le délai pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au *Code de procédures pénales du Québec* (L.R.Q., c. C-25.1).

Si l'infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction conformément au présent article.

ARTICLE 13

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Carine Lachapelle,
Directrice générale
Secrétaire-trésorière

Gilles Bélanger,
Maire

Avis de motion : 10 mars 2008

Adoption du règlement : 14 avril 2008

Avis public d'entrée en vigueur : 15 avril 2008